

Droite 1 / gauche 0 : évolution du sentiment spontané d'appartenance politique des Français



Si l'adhésion à la matrice idéologique de la droite a connu un tassement dans les dernières années du mandat Sarkozy, le mouvement s'est inversé depuis sur les dernières années.

Avec Olivier
Rouquan

Atlantico : En se basant sur la série d'enquêtes réalisés par l'IFOP sur "l'auto-positionnement des Français" de 2006 à 2012, peut-on tirer des enseignements sur les évolutions de la droite et de la gauche sur les dernières années ?

Olivier Rouquan : Il semble, au-delà de quelques mouvements finalement conjoncturels, que l'on observe, sur le temps long un certain équilibre du rapport gauche/droite sur les dernières années.

On constate ainsi que la "gauche modérée" oscille entre 24% (2006) et 28% (2012). Si l'on prend en compte ceux qui se déclarent "très à gauche" (de 3 à 5% de 2006 à 2012), ce score passe de 27 à 33% dans la même période.

Toujours entre 2006 et 2012, et selon le même institut, la droite passe de 17 à 20%. En cumulant là-aussi avec ceux qui se positionnent très à droite (de 3 à 6% de 2006 à 2012) on remarque que ce score passe de 20 à 26%.

Autre fait intéressant, les Français qui se déclarent « ni de droite ni de gauche » sont passés de 37% en 2006 à 28% en 2012. Le sentiment qui ressort ici est que le poids constant de cette tendance approche en réalité les 30-33%

Une certaine stabilité de la proximité politique donc, même si l'on ne peut s'empêcher de noter une certaine tendance à la polarisation de la gauche (+ 2 points pour les « très à gauche ») et aussi dans une plus large mesure de la droite, (+ 3 points de très à droite). Ces progressions sont toutefois à modérer puisqu'elles rentrent dans le seuil des marges « d'erreurs » de l'enquête (de 2 à 3% dans ces cas précis, NDLR).

Par ailleurs, il faut prendre en compte les biais qui peuvent ressortir des sondages dits « d'auto-positionnement », notamment sur les pôles radicaux où de nombreux interrogés se placent dans la catégorie « ni à droite, ni à gauche » ce qui est particulièrement vrai dans le cas des « très à droite ». Les équipes aux responsabilités voient par ailleurs l'auto-positionnement de leurs camps devenir moins favorable au fur et à mesure de la durée de leur pouvoir. La droite et la droite populiste sont ainsi possiblement sous évaluées dans les derniers sondages de la série 2006-2012.

Dans une enquête plus récente de BVA pour le Parisien, il était estimé que 29% des Français souhaitent la victoire de la droite parlementaire, 27% pour la gauche parlementaire, et 27% pour une autre liste. Plus que des abstentionnistes, ne voit-on pas une France para-politique émerger ?

Selon cette enquête, on note que 27% des Français auraient été prêts à donner leurs votes "à une autre liste". Cela peut révéler la croissance d'un électorat frontiste qui ne souhaite pas assumer directement sa préférence lorsqu'il est sondé. Cela traduit surtout l'inadéquation de l'offre politique dominante par rapport aux attentes. Nous sommes ainsi loin des années de triomphe de la bipolarisation où la gauche se nourrissait des échecs de la droite et vice-versa. On voit donc aujourd'hui que les électeurs populaires de droite mais aussi de gauche essaient de trouver une alternative au balancier de l'alternance.

Peut-on en conséquence essayer d'estimer les rapports de force entre droite et gauche actuellement ?

Si l'on retient le sondage BVA/Nouvel Observateur (mars 2014) que vous proposez et qui représente les souhaits de victoire aux municipales, on remarque en dehors de la progression du score FN, une certaine stabilité entre droite parlementaire (29%) et gauche parlementaire (27%), fait qui semble bien démontrer l'émergence concrète d'une troisième force dans le débat politique classique.

Si l'on retient gauche et droite dans leurs acceptations larges, les souhaits de victoire sont respectivement de 40 et 42%. Quelle analyse en faire ?

Il s'agit là de choix de victoires portant sur une élection, ces ordres de grandeurs sont donc à relativiser. Il est en tout cas notable, si l'on réfléchit sur les trente dernières années que la proximité partisane à l'égard des partis dits parlementaires a clairement tendance à diminuer. Le positionnement des sondés en devient de plus en plus volatile, phénomène que l'on pourrait là qualifier de "déshérence démocratique".

La question du FN et de son caractère trans-partisan n'en finit pas de soulever de remettre en cause ce rapport gauche-droite. Qu'en penser au regard de ces résultats ?

Les élections municipales et européennes de cette année ont souligné que le fait que le Front National parvenait peu à peu à occuper, depuis des années, un espace qui met effectivement au défi la logique bipartisane qui s'était imposée au jeu politique français jusqu'au milieu des années 90. C'est actuellement la « tripartition » qui semble l'emporter avec un FN capable de rassembler 15 à 17% de l'électorat ; pour l'heure, rien n'empêche de penser que ce score sera amené à progresser à l'avenir.

Les récentes conquêtes du FN se sont ainsi notamment portées dans des zones à forte composante ouvriers/employés, catégories moins intégrées au système politique (les « sans préférence partisane ») qui sont soit désintéressés, soit découragés du fait des conditions de vie. Pour l'instant, le FN garde aussi (cf. sud-est) une base électorale devenue traditionnelle. La cohérence de ces soutiens est à trouver du côté d'une France anti-universaliste, fermée sur elle-même, ayant tendance à désigner des bouc-émissaires. Le facteur culturel semble donc explicatif de cette cohérence.